

Intervention *Solidaires Finances Publiques*
Audience Directeur Général du 9 février 2017

Monsieur le Directeur Général,

Compte-tenu du temps que vous nous accordez et des conditions de cette rencontre nous n'en attendons rien, si ce n'est de prendre ces quelques minutes que nous aurons pour vous dire ce que les agents ressentent, ce qu'ils vivent au quotidien, ce que nous ressentons, nous, militants syndicaux qui les côtoyons et les défendons.

Monsieur le Directeur Général,

Quand on se cache, quand on traite les organisations syndicales par le mépris, quand on ne respecte pas les personnels que l'on dirige, on ne peut pas être le bienvenu.

Quand on n'a pour seul bilan à la tête d'une administration aussi vitale que la nôtre que destruction des missions, accumulation des suppressions de postes, démantèlement du réseau et dégradation des conditions de travail, on ne peut pas être le bienvenu.

Quand on détruit les règles de gestion, qu'on se contente d'enregistrer une baisse constante des promotions et qu'on n'a pas le début d'une contrepartie à offrir à tout ce gâchis, on ne peut pas être le bienvenu.

Enfin, quand au contraire de soutenir le dialogue social on viole le droit syndical et ses représentants, on ne peut pas être le bienvenu.

Monsieur le Directeur Général,

Vous êtes en Pays Cathare et vos « hérétiques » patentés vous reçoivent pour vous dire leur opposition à votre orthodoxie et à l'injustice que vous incarnez. Vous soutenez et accompagnez une véritable "chasse aux hérétiques" que sont les fonctionnaires et qui plus est s'ils sont syndicalistes. Ces « hérétiques » que vous ne voulez pas voir résister, Monsieur le Directeur Général et ils continueront à résister, ne vous en déplaît.

Sorti de votre tour d'ivoire pour venir en Pays Cathare en catimini et en faisant tout pour croiser le moins possible de « manants », vous en rencontrez sur votre chemin qui, au contact de la réalité et du quotidien, sont venus vous dire leur colère et leur rejet de votre politique.

Vous êtes responsable de cette politique et pas seulement devant Bercy, le perron de Matignon ou les marches de l'Élysée mais avant tout devant les citoyen-nes, les élu-es et les agents de la DGFIP. A eux aussi, à eux surtout, vous devez des comptes, vous devez des réponses sur votre bilan et sur vos perspectives.

Monsieur le Directeur Général,

Vous ne pouvez pas être fier d'une administration dans laquelle on restitue un crédit de TVA à une entreprise sans en vérifier le bien fondé, faute de temps et de moyens et qui va refuser à une personne en difficulté d'encaisser sa dette en liquide.

Vous ne pouvez pas être fier d'une administration dans laquelle on refuserait aux plus faibles de les recevoir quand les plus à l'aise auront leur rendez-vous privilégié.

Vous ne pouvez pas être fier d'une administration qui abandonne les territoires les plus éloignés et les personnes les plus fragiles.

Vous ne pouvez pas être fier d'une administration qui recule devant une fraude fiscale que l'on estime, en étant confortés par les plus hautes autorités, entre 60 et 80 milliards d'euros dont plus d'un milliard pour la seule Haute Garonne.

Vous ne pouvez pas être fier d'une administration dans laquelle on marche sur les points d'indice de la hiérarchie dans les couloirs des directions et qui reconnaît de moins en moins l'investissement collectif et individuel ainsi que les qualifications des agents.

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous remettons un dossier, épais comme vous pouvez le constater, et qui pourtant ne représente qu'une seule année de notre activité syndicale. Certes nous savons être productifs mais ce que cela signifie avant tout c'est que pas un instant le militant syndical, comme l'agent dans les services ne peut souffler face à votre frénésie de réformes et d'actions toutes aussi destructrices les unes que les autres.

Pour ne pas nous éloigner, par la suite, du cœur du sujet, la DGFIP et ses agents, nous évoquerons en premier lieu un sujet récurrent de Toulouse et son agglomération : l'indemnité de résidence dont nous sommes injustement privés. Pas un responsable national qui passe ici ne manque d'être interpellé par Solidaires ou Solidaires Finances Publiques. Alors nous le faisons aussi avec vous et vous trouverez des documents correspondants dans ce dossier.

Dossier que nous ouvrons par des documents d'ordre général dont une copie de notre tract lors de votre venue dans cette même direction il y a 10 ans. Mais là n'est pas l'essentiel.

Suivent trois dossiers d'actualité :

Une pétition des agents du SIP de Saint-Gaudens

Vous savez, ou pas, ce Comminges que vous et le DRFiP vous appliquez année après année à dépouiller de ses lieux de contact et de vie que sont les trésoreries locales. Est-ce l'effet Directeur Général qui a fait arriver un EDR en ce début de semaine alors qu'il était prévu ailleurs, un peu comme on fait un grand nettoyage et qu'on taille les arbres pour «faire propre» ? Possible pour ne pas dire probable mais sachez que les agents du SIP attendent de vraies réponses et leurs camarades de la Trésorerie, par exemple, ont les mêmes espérances.

Une pétition des agents de tous les sites en cours de signature

Nous parlons là du retournement de position de notre DRFiP sur l'accueil personnalisé sur rendez-vous qui début décembre répond aux agents de Colomiers en abandonnant l'expérience et un mois plus tard nous annonce le déploiement de ce type d'accueil. Les centaines de

signatures reçues en quelques jours à peine montrent que ce sont tous les sites qui n'en veulent pas. Nous vous demandons donc de faire savoir à notre DRFiP que ce déploiement n'aura pas lieu en Haute-Garonne. Et plus largement nous condamnons votre politique de l'accueil.

Une pétition des agents de la DISI Sud Ouest et des agents des DRFiP et DDFiP

Comme si les services n'avaient pas déjà assez de difficultés avec leurs missions et leurs structures voilà que vous inventez le PAR ou Parcours d'Assistance Rénové qui va être développé par la DISI Sud Pyrénées. En clair, comme pour les contribuables que vous voulez «désintoxiquer du guichet» vous voulez nous «désintoxiquer de l'assistance». Nous devons nous e-former, nous e-installer, nous e-dépanner et pendant ce temps vous continuerez tout tranquillement à supprimer des emplois réels. Eh bien non, aujourd'hui même au CTL de la DISI Sud-Ouest, les syndicats remettent une pétition signée par près de 1000 agents en quelques jours. Ils demandent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois dans l'assistance et le retour aux effectifs d'avant la fusion
- la mise en place d'un vrai pilotage technique avec un encadrement de proximité dans toutes les CID

- un moratoire sur la mise en place du Parcours d'Assistance Rénové

Ils attendent une réponse, nous vous la demandons.

Ce sujet vaut pour la DRFiP de Haute-Garonne comme pour toutes celles de la région et cela fait partie des raisons qui ont conduit des camarades d'autres départements d'Occitanie de nous rejoindre aujourd'hui. Dans ce dossier vous trouverez ensuite des documents sur quasiment toutes les missions d'une DRFiP ou d'une DDFiP parce que pas une n'échappe à vos fourches caudines où que l'on soit sur le territoire.

Nous ne détaillerons pas dans cette intervention l'ensemble des missions et structures qui sont abordées dans ce dossier. Vous y verrez une constante de notre organisation malgré l'impasse que représente le plus souvent le dialogue social dans cette administration : défendre des principes et dénoncer des dérives d'ordre général certes, mais dans le même temps être en phase avec le quotidien et la réalité des personnels. Mais nous nous confrontons en général à la réponse tragique de nos responsables : « *nous essayons de faire au mieux avec les moyens que l'on nous donne* ». C'est tout simplement désespérant parce que du cadre C ou Directeur d'Administration nous sommes au service de l'intérêt général, au service des citoyen-nes et des élu-es de ce pays. Et vous, Monsieur le Directeur Général, ne devriez pas échapper à cette règle.

Suit bien entendu la question des emplois, centrale, celle qui vous obsède exercice après exercice. Nous vous imaginons assez bien le soir en vous couchant à alimenter votre réflexion : « *qu'est ce que je pourrais inventer l'année prochaine pour que le gouvernement puisse supprimer encore plus de 2000 postes ?* ». Et à vous endormir tranquillement en vous disant : « *Boh facile, comme chaque année on va continuer à mécaniser, robotiser, industrialiser* ». Mais le matin, Monsieur le Directeur Général, face à votre miroir, comment pouvez-vous vous regarder sereinement ? La région Occitanie c'est près de 1500 emplois supprimés depuis la fusion, 1500 chômeurs de plus et des missions sacrifiées. Ce sont près de 300 emplois vacants qui viennent s'y ajouter, déshabillant un peu plus services.

Nous imaginons vos matins de retour à Bercy où vous faites part de vos réflexions de la veille et où vos services vous disent : « *Oui mais Monsieur, avec les règles de gestion actuelles ça ne marche*

plus». «*Qu'à cela ne tienne changeons-les*» rétorquez-vous sans le moindre état d'âme. D'un côté vous adaptez à la situation des emplois que vous créez et de l'autre vous accompagnez avec zèle la politique du gouvernement. Contournements des règles de plus en plus fréquents, contraintes toujours plus prégnantes et course à l'élitisme voilà le nouveau credo de la DGFIP. Et dans ce domaine aussi vous préparez l'industrialisation des missions pour continuer à déverser des suppressions dans le puits sans fond que vous alimentez avec une délectation qui n'est même pas feinte. Mais nous parlons là d'humain et pas de ces machines que vous vénerez, c'est toute la différence entre vous et nous.

Ces humains n'ont jamais été aussi nombreux à nous appeler pour nous faire part de leurs détresses, à faire appel aux médecins et assistantes sociales, au service RH. Jamais n'ont été aussi nombreux les services en conflits internes y compris Rue des Lois ou Place Occitane, dans les services de Direction que l'on croit souvent protégés. Cela s'appelle les conditions de travail et les conditions de vie au travail. Des conditions de vie que les décisions gouvernementales et vos décisions, Monsieur le Directeur Général, conduisent à dégrader chaque jour un peu plus.

Ces basses œuvres accomplies ne reste plus qu'à vous débarrasser des bastions de résistance entretenus par les syndicalistes. Alors vous mettez en route, avec vos directeurs départementaux et régionaux votre force de dissuasion. Intimidations écrites, menaces de représailles collectives ou individuelles, assèchement des moyens de fonctionnement, restriction des droits à défendre les agents, restriction des informations à leur plus simple expression légale. Vous sortez tout l'arsenal de l'inquisition contre les «hérétiques» depuis quelques mois. Eh bien Monsieur le Directeur Général nous résistons et nous résisterons parce que notre cause est juste et légitime.

Nous en terminerons, pour Solidaires Finances Publiques, en évoquant deux autres documents que vous trouverez dans ce dossier. Le premier est une «Mise en Demeure» que nous vous avons adressée le 2 juin 2016, elle garde plus que jamais toute sa valeur. Le deuxième est un 4 pages que nous avons distribué au public pendant la campagne IR. Son titre : «*A quoi servent les agents des Finances Publiques ? A quoi sert l'impôt ?*». Avant de vous endormir avec de nouveaux rêves de conquêtes absurdes lisez-le Monsieur le Directeur Général, et tant que vous y êtes relisez aussi la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et particulièrement les articles 13, 14 et 15. Vous y trouverez ce qui fait notre fierté d'être des agents publics et des agents de la DGFIP au service des populations et des territoires. Cette fierté vous nous en privez chaque jour un peu plus malgré nous et c'est indigne de celui qui devrait, au contraire donner l'impulsion et l'envie de la porter toujours plus haut.

Monsieur le Directeur Général en Pays Cathare les «hérétiques» ont gardé leur dignité et leur fierté jusqu'au bout. Vous ne pourrez jamais être le bienvenu dans ce Pays tant que votre action conduira à nous les enlever.